

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
DE CHERBOURG-EN-COTENTIN****ARRÊTÉ N° AR\_2023\_0136\_CC****1<sup>ER</sup> ADDITIF A L'ARRÊTÉ N° AR\_2022\_4565\_CC****AUTORISATION D'OCCUPATION****DU DOMAINE PUBLIC :****IMPLANTATIONS TERRASSES ANNUELLES 2023****SUR LA COMMUNE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN**

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,  
VU le Code Général des Collectivités territoriales,  
et notamment les articles L 2212-1 et suivants et  
les articles L 2213-1 et suivants,  
VU le Code de la route, notamment les articles  
R417-10 et L325-1 et suivants,  
VU l'article L2122-1-3 4° du CGPPP,  
VU l'instruction interministérielle sur la  
signalisation routière (livre 1 - 8ème partie -  
signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté  
interministériel du 6 novembre 1992,  
Vu l'arrêté de délégation du 12 octobre 2022,  
n° AR\_2022\_3724\_CC, relatif à la délégation de  
fonction et de signature aux 15 maires adjoints,  
VU la délibération n° DEL2022\_358 du  
14 décembre 2022, relative aux tarifs et  
conditions de gratuités,  
Considérant que l'espace public sollicité par les  
commerçants se situe à proximité immédiate de  
leur commerce et qu'en conséquence la dérogation  
prévue au 4° de l'article L2122-1-3 du CGPPP  
susvisé trouve à s'appliquer,

6. Libertés publiques et pouvoirs de police  
6.1 Police Municipale

**ARRÊTE****TERRASSES ANNUELLES 2023**

**ARTICLE 1** – Les établissements cités ci-dessous sont autorisés à occuper le domaine public à des fins commerciales pour y installer une terrasse amovible dont les dimensions ont été matérialisées au sol à l'aide de clous posés par les agents du service des Droits de Place et Stationnement.

**1) IMPLANTATIONS ANNUELLES :**

DOMINO'S PIZZA	23 rue du Val de Saire Cherbourg-Octeville	50100 CHERBOURG-EN-COTENTIN
CHICKEN CHIKA	29 rue de la Paix Cherbourg-Octeville	50100 CHERBOURG-EN-COTENTIN

**ARTICLE 2** – Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux risques et frais des contrevenants.

**ARTICLE 3** – Le cas échéant, la signalisation et la pré-signalisation des lieux sont mises en place par les propriétaires des terrasses, responsables des opérations.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté donnera lieu à la perception d'une redevance, conformément à la délibération N° DEL2022\_358 du 14 décembre 2022.

La redevance sera due que l'occupation soit effective ou non.

En cas d'occupation plus longue ou plus volumineuse, la facturation sera réalisée au réel de l'occupation.

**ARTICLE 5** – Dans le cadre de manifestations organisées ou soutenues par la ville, ainsi que des travaux ou toute autre situation jugée nécessaire ou si l'intérêt général le justifie, Monsieur le Maire se réserve la possibilité de modifier ou supprimer ponctuellement la mise à disposition de certains emplacements sans qu'il en résulte un droit à indemnité quelconque.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 7** – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, la Commissaire Centrale de police et le service de la police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 11 janvier 2023,

**Pour le Maire et par délégation  
Le Maire adjoint****Pierre-François LEJEUNE**